

Déclaration commune de la diaspora Rohingya, Kachin et Karen
à l'occasion de la présidence française du Conseil de sécurité de l'ONU
([version originale en anglais](#))

**84 organisations Rohingya, Kachin et Karen à travers le monde demandent à la France
d'appuyer une saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité**

Le 5 mars 2019

Nous soussignées, organisations Rohingya, Karen et Kachin de par le monde, appelons le Gouvernement français à agir, afin que les militaires birmanes rendent des comptes des chefs de génocide à l'encontre des Rohingya dans l'état de Rakhine et de crimes contre l'Humanité et crimes de guerre dans les états Rakhine, Kachin et Shan.

Garantir que les auteurs de ces crimes soient jugés et rendre justice aux victimes est une condition préalable au retour sûr, volontaire et digne des réfugiés et des personnes déplacées. C'est aussi un impératif pour mettre un terme au cycle de la violence et à l'impunité dont l'armée birmane jouit depuis des décennies. Le peuple de Birmanie souffre de crimes indicibles, sans aucune perspective d'accès à la justice à l'intérieur du pays.

Tandis que la France assure la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU en mars, nous appelons aujourd'hui le Gouvernement français à des actions concrètes dans le respect de ses déclarations.

Le 20 septembre 2017, le Président français Emmanuel Macron a exprimé l'espoir que la communauté internationale condamne le "génocide" perpétré à l'encontre des Rohingya. Il fut ainsi parmi les premiers à employer cette qualification. M. Macron déclara que la France serait à l'initiative, aux côtés de ses partenaires au sein du Conseil de sécurité, et qu'il espérait que la communauté internationale adopterait des mesures effectives. Au courant du mois de novembre 2017, un projet de résolution fut initié par la France et la Grande-Bretagne. Mais en raison de l'opposition de la Chine et de la Russie, le texte ne pu être adopté et le Conseil de sécurité adopta à la place une déclaration présidentielle.

En août 2018, lorsque les premières conclusions de la Mission d'établissement des faits (FFM) mandatée par l'ONU furent rendues publiques, la France se déclara extrêmement préoccupée que les qualifications de génocide, de crimes contre l'Humanité, et de crimes de guerre, qui relèvent de la compétence de la Cour pénale internationale (CPI), puissent être retenues contre l'armée birmane.

La France appela la communauté internationale à soutenir avec détermination l'initiative visant à permettre de recueillir et de conserver les preuves de ces crimes. Elle appela également la communauté internationale à l'action afin que les auteurs des crimes rendent des comptes. Le 28 août 2018, la France déclara oeuvrer "*avec ses partenaires, notamment au Conseil de sécurité et au Conseil des droits de l'Homme, pour que toutes les conséquences soient tirées des conclusions du rapport de la FFM.*"

Conformément à cette déclaration, la France a soutenu la création, votée par le Conseil des droits de l'Homme, d'un mécanisme indépendant d'enquête, chargé de recueillir des preuves des crimes et de mettre en état des dossiers, dans la perspective de procès à venir. Nous pensons néanmoins que ce soutien devrait venir en complément d'une action visant à traduire les auteurs des crimes en justice. En effet, la FFM a conclu que *"l'impulsion pour que justice soit rendue doit venir de la communauté internationale."*

La décision de la CPI sur sa compétence relative au crime de déportation des Rohingya au Bangladesh ne couvre pas tous les crimes compris dans les qualifications de génocide et de crimes contre l'Humanité. Cette procédure ne recouvre pas non plus les crimes commis à l'encontre d'autres minorités. Le rapport de la FFM a mis en lumière les crimes contre l'Humanité et crimes de guerre perpétrés contre d'autres minorités dans les états Kachin et Shan.

Tout mettre en oeuvre pour que le Conseil de sécurité, conformément à son mandat, réfère la situation en Birmanie à la CPI, demeure donc essentiel pour tout pays soulignant l'importance de la justice et de la nécessité de faire rendre des comptes aux auteurs des crimes.

Néanmoins, le 24 septembre 2018, la France reconnaissait encore, jusqu'à un certain point, la nouvelle commission d'enquête mise en place par le Gouvernement birman, au lieu de l'écartier entièrement du fait de son absence avérée d'indépendance et d'impartialité, et de mandat pour faire rendre des comptes.

A la suite de la présentation du rapport de la FFM devant le Conseil de sécurité en octobre, un projet de résolution a été présenté par la Grande-Bretagne. C'est avec consternation que nous avons appris que cette initiative n'a pas reçu suffisamment de soutiens pour être mise au vote.

Nous savons parfaitement que toute résolution, en particulier celle par laquelle la CPI serait saisie, pourrait être l'objet du veto de la Chine et de la Russie. Mais nous constatons que cela n'a pas empêché des pays tels que le Canada, la Suède ou les Pays-Bas - qui disposaient des mêmes informations - d'appuyer officiellement une saisine de la CPI par le Conseil de sécurité. La gravité des crimes en cause requiert cette prise de position officielle sans tarder davantage. Au vu de l'impact de cette déclaration, c'est la seule action, s'il en est une, que la France se doit d'entreprendre au cours de sa présidence du Conseil de sécurité.

Les victimes des violations du droit international se tournent vers la communauté internationale afin qu'elle agisse conformément à son devoir, qui consiste à faire respecter ce droit. Agir est un impératif, au nom des victimes. Appuyer une saisine de la CPI par le Conseil de sécurité, et en cela suivre les recommandations de la FFM, revient à agir aux côtés des victimes. Et dans le même temps à adresser un message fort aux auteurs des crimes pour leur faire savoir qu'ils ne peuvent pas agir en toute impunité.

Nous appelons par conséquent la France à adopter une position forte et ferme sur les enjeux de justice en Birmanie, comme l'ont fait d'autres pays. Cette prise de position devrait être suivie d'efforts concertés afin de garantir que le Conseil de sécurité réfère la situation à la CPI. Nous appelons par ailleurs la France à mettre en oeuvre le mécanisme de la compétence universelle pour que les auteurs des crimes rendent des comptes.

Liste des signataires :

La communauté Rohingya à travers le monde

1. Arakan Rohingya Development Association – Australia (ARDA)
2. Arakan Rohingya National Organisation (ARNO)
3. British Rohingya Community in UK
4. Burmese Rohingya Association in Queensland-Australia (BRAQA)
5. Burmese Rohingya Association Japan (BRAJ)
6. Burmese Rohingya Community Australia (BRCA)
7. Burmese Rohingya Community in Denmark
8. Burmese Rohingya Organisation UK (BROUK)
9. Canadian Burmese Rohingya Organisation
10. Canadian Rohingya Development Initiative
11. Myanmar Ethnic Rohingya Human Rights Organisation in Malaysia (MERHROM)
12. Rohingya Advocacy Network in Japan
13. Rohingya American Society
14. Rohingya Arakanese Refugee Committee
15. Rohingya Association of Canada
16. Rohingya Community in Finland
17. Rohingya Community in Germany
18. Rohingya Community in Sweden
19. Rohingya Community in Switzerland
20. Rohingya Organisation Norway
21. Rohingya Society Malaysia (RSM)
22. Rohingya Society Netherlands
23. Rohingya Women Development Network (RDWN)
24. Burmese Rohingya Community of Wisconsin (BRCW)

La communauté Kachin à travers le monde

25. Kachin American Association
26. Kachin Association Norway
27. Kachin Community in Czech Republic
28. Kachin National Organisation (Worldwide)
29. The Kachin Relief Fund in UK
30. Kachin Refugee Committee Malaysia
31. Kachin Community Germany
32. Kachin Literature and Culture (JLH) Singapore
33. Kachin Literature and Culture (JLH) Japan
34. Kachin Rights International Australia

La communauté Karen à travers le monde

35. Australia Karen Organization (AKO)
36. Denmark Karen Organization
37. European Karen Network (EKN)
38. Finland Karen Culture Association
39. International Karen Organization (IKO)
40. Karen Community of Canada (KCC)
41. Karen Community in Norway (KCN)
42. Karen Environmental and Social Action Network (KESAN)
43. Karen Grassroots Women Network (KGWN)
44. Karen National Community – the Netherlands

45. Karen Organization of America (KOA)
46. Karen Peace Support Network (KPSN) Right Based Advocacy group
47. Karen Student Networking Group (KSNG)
48. Karen Swedish Community (KSC)
49. Karen Women's Organisation (KWO)
50. Karen Office for Relief and Développement (KORD)
51. Korea Karen Organisation (KKO)
52. Min Lwin Environmental Conservation Group (MLGCG)
53. Karen Community Association – UK (KCAUK)
54. New Zealand Karen Association Incorporated (NZKA)
55. Karen Community of Toronto (KTC)
56. Calgary Karen Community Association (CKCA)
57. Karen Community of Lamington (KCL)
58. Karen Community of Winnipeg (KCW)
59. Karen Community of Regina (KCR)
60. Karen Society of Nebraska – Lincoln
61. Karen Community Society of British Columbia (KCSBC)
62. Karen Thai Group (KTG)
63. Oversea Karen Organization (Japan)
64. Israel Karen Organization
65. Karen Community of Hamilton (KCH)
66. Karen Youth of Toronto (KYT)
67. Karen Association of Huron South Dakota (KAHSD)
68. Karen Community of Thunderbay (KCT)
69. Karen Community of Saskatoon (KCS)
70. Edmonton Karen Community Youth Organization (EKCYO)
71. Karen Community of Windsor (KCW)
72. Karen Community of Kitchener (KCK)
73. Karen Community of London (KCL)
74. United National Democratic Organization (UNDO)
75. Karen National Union Concern Group
76. Malaysia Karen Organization (MKO)
77. Karen Refugee Committee (KRC)
78. Burma Medical Association (BMA)
79. Backpack Health Worker Team (BPHWT)
80. Mae Tao Clinic (MTC)
81. Harmony Youth Association
82. Thwee Community Development Network
83. Karen River Watch (KRW)
- Et 84. Burma Human Rights Network (UK)

Pour plus d'informations, merci de contacter :

- **Tun Khin, président, Burmese Rohingya Organisation UK**
+44 (0) 7888 714 866 (Royaume-Uni) tunkhin80@gmail.com
- **Hkanhpa Tu Sadan, Secrétaire des affaires extérieures, Kachin National Organisation**
+ 44 (0) 7944 240 774 (Royaume-Uni) hsadan08@googlemail.com

- **Naw Wahkushee, coordinatrice, Karen Peace Support Network**
[+66\(0\) 861 182 261](tel:+660861182261) (Thaïlande) kpsn14@gmail.com
- **Saw Greh Moo, Karen Community of New Bern**
[+ 1\(252\) 571 7634](tel:+12525717634) (Etats-Unis)
- **Sophie Brondel, coordinatrice, Info Birmanie**
[+33\(0\)762806133](tel:+330762806133) (France) sophie@info-birmanie.org